

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 28 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAIGLE RECUPERATION

La Hellotière
35133 LUITRE-DOMPIERRE

Code AIOT : 0005501447 - 628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2022 dans l'établissement LAIGLE RECYCLAGE implanté La Helotière 35133 LUITRE-DOMPIERRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAIGLE RECYCLAGE
- La Helotière 35133 LUITRE-DOMPIERRE
- Code AIOT : 0005501447
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Il s'agit d'une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la conformité administrative de l'installation
- Vérification des conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rubrique	Lettre du 27/03/2018	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
13	(mesures périodiques)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
4	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubrique	Arrêté Préfectoral du 31/10/1990, article 1	/	Sans objet
5	Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Sans objet
6	Informations à fournir	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)	/	Sans objet
7	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	/	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	/	Sans objet
10	(points de prélèvements pour les contrôles)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	/	Sans objet
11	(rejet des effluents)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet
12	(VLE pour rejet dans le milieu naturel)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
14	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.	/	Sans objet
15	(généralités)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis que le site a été repris par le nouvel exploitant, l'Inspection a pu constater une amélioration notable dans la gestion et l'organisation du site. Les déchets sont triés d'une façon à optimiser leur réutilisation.

Néanmoins, bien qu'il y ait une nette amélioration, l'Inspection rappelle à l'exploitant que lorsque celui-ci reprend un site existant, il récupère non seulement ses activités et installations mais aussi son passif administratif. A ce titre, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la régularisation de sa situation administrative au regard des activités qu'il exploite réellement.

De plus, les obligations en terme d'autosurveillance des rejets d'eau n'ont pas été respectées. Toutefois, l'exploitant s'engage à entreprendre dès le mois prochain des contrôles annuels pour ses rejets d'eau conformément à la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/1990, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2713 : Tonnage de déchets de métaux 22 040 m ³
Constats : La société LAIGLE RECUPERATION a été reprise en 2021 (vu extrait Kbis du 23 mars 2021) par Bruno COPEZ sous le nom de LAIGLE RECYCLAGE. Les activités ont peu évolué par rapport à l'ancien propriétaire. La surface de cette activité pour la rubrique 2713 (installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux , d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux) est supérieure à 1000 m3. Cette activité demeure sous le régime de l'enregistrement conformément à l'arrêté préfectoral du 31 octobre 1990 et à la demande d'antériorité du 15/11/2011
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rubrique

Référence réglementaire : Lettre du 27/03/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence ou non de la cisaille à métaux. Capacité journalière de broyage de 9 t/j.
Constats : L'exploitant a fait part à la préfecture par courrier du 27 mars 2018 de son intention d'exploiter une cisaille à métaux ayant une capacité de 9 t/j. L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir des éléments complémentaires permettant d'instruire et d'acter cette demande de modification. N'ayant reçu aucune des informations complémentaires demandées, l'Inspection a proposé au Préfet de se dessaisir du dossier par courrier du 12 septembre 2019. Lors de l'inspection, il a été constaté sur le site la présence d'une nouvelle cisaille à métaux que le nouvel exploitant a remplacé et qui est en état de fonctionnement. Néanmoins, aux dires de l'exploitant cette cisaille est très peu utilisée mais l'Inspection considère que cette activité relève de la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux) et est soumise au régime de la Déclaration Contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Constats :</p> <p>Cette installation stocke ses bisons de produits chimiques sur des rétentions. Néanmoins différents types de produits sont stockés sur la même rétention, ce qui pourrait engendrer en cas de fuite des mélanges chimiques pouvant s'avérer dangereux.</p> <p>L'Inspection a constaté que plusieurs pots de peinture étaient stockés à même le sol et non sur rétention adaptée.</p> <p>Le site ne dispose pas de cuve de rétention pour les eaux d'extinction mais cette prescription peut ne pas être appliquée en raison du bénéfice de l'antériorité acquis par cette installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Le site reçoit des déchets non dangereux (DIB, des papiers et cartons, des métaux et des déchets de métaux). En outre, l'Inspection a constaté sur le site la présence de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques non dangereux ainsi que des ballons d'eau. Ces derniers éléments font l'objet d'une demande d'agrément Ecosystem. Toutefois, il a été constaté sur l'exploitation la présence de 5 - 6 batteries stockées dans un bac métallique étanche lui-même stocké sur une dalle étanche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
Constats : L'exploitant a mis en place une liste de critères d'acceptation des déchets sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Informations à fournir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre permettant de connaître l'ensemble des informations reprises dans le présent article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets apportés sur le site ont deux origines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit il s'agit de particuliers qui amènent eux mêmes les déchets sur le site - Soit il s'agit de transporteurs qui vont eux mêmes chercher les déchets chez les industriels. <p>Le site est équipé d'une aire d'attente.</p> <p>Les véhicules font l'objet d'une pesée à leur entrée et à leur sortie du site.</p> <p>Les déchets sont déchargés et font l'objet d'un contrôle visuel systématique.</p> <p>Ces déchets sont répartis en fonction de leur catégorie.</p> <p>S'il subsiste le moindre doute sur les déchets ou si un des documents venait à manquer alors le chargement est refusé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Les types de déchets sont classés et sont stockés dans des alvéoles délimitées par des blocs béton sur une hauteur de 5 m à 6m maximum. Aucune habitation n'est présente aux abords ou à proximité immédiate du site. Les déchets pouvant entraîner des substances polluantes par ruissellement de l'eau de pluie sont stockées à l'intérieur des bâtiments. Par exemple les tournures d'usinages sont stockées à l'intérieur du bâtiment de stockage et sont stockées dans une benne étanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Opérations de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet. Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée. Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations. Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.</p>
Constats : Les déchets sont identifiés en fonction de leur nature et sont rangés dans des alvéoles, des bacs ou des casiers bien définis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : (points de prélèvements pour les contrôles)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p>
Constats : Ces points de prélèvements permettant le contrôle des effluents ont été vus sur le plan des réseaux fourni par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : (rejet des effluents)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le débourbeur/déshuileur est régulièrement entretenu par l'exploitant. Le dernier contrôle a été effectué le 27 juillet 2022 par l'entreprise LEBLANC Environnement et un bordereau de suivi de déchets dangereux a été émis suite à ce nettoyage..
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : (VLE pour rejet dans le milieu naturel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j100 mg/lflux journalier maximal supérieur à 15 kg/j35 mg/lDCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j300 mg/lflux journalier maximal supérieur à 50 kg/j125 mg/l
Constats : Le contrôle annuel des effluents est effectué chaque année. Le dernier date de et les résultats sont conformes. Le prochain contrôle doit être effectué au cours du dernier trimestre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : (mesures périodiques)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant ayant repris cette exploitation depuis peu de temps n'est pas en mesure de fournir au service de l'Inspection des Installations Classées les contrôles annuels de ces rejets d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB(A) 4 dB(A) supérieur à 45 dB (A) 5 dB(A) 3 dB(A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.
Constats : L'exploitant a fait procéder à un contrôle de bruit par l'APAVE le 01/08/2016. Ces analyses ont révélé que les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : (généralités)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ;- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :a) La préparation en vue de la réutilisation ;b) Le recyclage ;c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;d) L'élimination.
Constats : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de gérer au mieux les déchets que son activité génère en appliquant par exemple un tri à la source et en envoyant ses déchets vers les filières de traitement adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet